E/CONF.39/H/49
27 Oct.1962
ORIGINAL : FRANCAIS

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR L'APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE
DANS L'INTÉRÊT DES RÉGIONS PEU DÉVELOPPÉES

Point de l'ordre du jour : H.1/P.3

Cameroun

LES BUDGETS FAMILIAUX

Par J. BINET,
Directeur de recherches à l'Office
de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer

Les mémoires rédigés à l'intention de la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées sont des documents de travail. Ils sont publiés tels qu'ils ont été présentés et les assertions et opinions qu'ils contiennent sont celles de leurs auteurs.

NOTES

1. Les mémoires choisis pour être présentés en séance générale pourront être obtenus à la Conférence dans les langues officielles suivantes des Nations Unies: anglais, espagnol, français et russe.

2. Les mémoires choisis pour être présentés en séance spéciale pourront être obtenus à la Conférence dans l'une seulement de ces langues officielles.

3. Les résumés qui ont été rédigés pour tous les mémoires par les auteurs de ceux-ci pourront être obtenus à la Conférence dans les langues officielles suivantes des Nations Unies: anglais, espagnol, français et russe.

4. Préalablement à la Conférence, les mémoires et les résumés ne feront pas l'objet d'une distribution générale mais d'un tirage restreint destiné aux délégations des gouvernements et autres participants officiels. La publication et la distribution générale des actes de la Conférence s'effectueront conformément aux règles et pratiques agréées par le Comité des publications des Nations Unies.

LES BUDGETS FAMILIAUX

J. BINET - Directeur de recherches à l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer

---

L'étude des budgets familiaux permet d'obtenir une connaissance irremplaçable de certains aspects de la vie économique.

Alors que d'autres méthodes permettent de voir les choses de haut, dans leur ensemble, celle-ci se place au niveau du producteur ou du consommateur moyen. Eclairage nouveau et parfois apparition de phénomènes inconnus. En effet, particulièrement en pays sous-développés, de larges secteurs échappent à toute investigation : les statistiques douanières notent surtout le commerce maritime, les comptages routiers saisissent les produits faisant l'objet de transports automobiles. Le fisc ne connaît que les entreprises de structure juridique évoluée. La comptabilité n'est pas concevable pour une masse paysanne le plus souvent illettrée.

Pour atteindre tous les résultats que l'on peut en escompter, la méthode habituelle d'observation des budgets familiaux devrait être complétée par une étude sur le droit et les usages en matière économique et sur les attitudes psychologiques du public en ce domaine. Il est évidemment souhaitable qu'une étude sur la nutrition s'ajoute à l'ensemble

On dépasse alors la connaissance strictement économique. On réunit sur la sociologie et même sur la psychologie des documents nécessaires à toute oeuvre de planification.

1) La vie économique à travers les budgets familiaux

Recettes, dépenses, épargne doivent apparaître à travers les budgets, non seulement dans leur volume mais dans leurs modalités.

a) Les recettes procurées par les cultures d'exportation sont bien connues dans leur volume global. Mais toute une économie intérieure existe, difficile à saisir dont l'économie monétaire n'est qu'un aspect. Enfin, il est possible, grâce à la méthode des budgets familiaux de comparer les résultats économiques des diverses cultures, des diverses méthodes d'exploitation ou de commercialisation.

a) i) Economie intérieure et économie mondiale d'abord.

La monoculture et l'économie de traite sont rarement aussi marquées que l'on croit, et par voie de conséquence les producteurs et les Etats dépendent moins qu'on ne le pense d'un marché international. Certes, dans le Centre Oubangui, le coton fournit 72 % des recettes, mais à Bongouanou (Côte d'Ivoire) une diversité se marque déjà : le café fournit 52 % et le cacao 38 %.

Les revenus semblent se diversifier lorsque les cours sont médiocres et dans les pays pauvres. Si, en période favorable, (1954) le cacao fournit aux paysans du Sud Cameroun 70 % de leurs recettes monétaires, lorsque les prix baissent il ne leur en procure plus que 55 %, dans la Vallée du Sénégal la multiplicité des revenus est remarquable - la vente des produits agricoles fournit 9,5 %, l'élevage 12 %, la pêche 13 %, l'artisanat 12 %, les bénéfices commerciaux 12,5 %, les salaires 4 %, les pensions 8 %, le revenu des migrations 19,5 %.

a) ii) Les courants économiques internes sont nombreux et complexes, certains produits agricoles sont l'objet d'un commerce important : tabac, huile de palme, cola en premier lieu. Mais aussi piments ou haricots ; des travaux artisanaux engendrent des revenus appréciables : teinturerie, savonnerie.

Il est important, pour les services publics, de pouvoir comparer l'intérêt de ces diverses productions ; sinon on risque de favoriser des activités qui ne valorisent pas au maximum la région La pêche par exemple n'est-elle pas plus profitable dans certaines zones d'inondations?

La méthode des budgets familiaux permet de comparer le rendement véritable, au niveau du producteur de différentes cultures, ou de divers procédés mis en oeuvre pour la modernisation : tel "secteur de modernisation" ou telle organisation coopérative assure au public des recettes supérieures à celles des voisins.

N'est-ce pas là le véritable critère du succès ?

Il est souhaitable de connaître la périodicité des ressources. En général, en effet, l'agriculteur perçoit tous les revenus à la saison des récoltes. Pour permettre à l'équipement économique de tourner pendant toute l'année, il faudrait pouvoir pratiquer des cultures hors saisons, stocker, épargner et répartir les dépenses tout au long de l'année.

a) iii) A côté des "cash crops" d'autres cultures alimentent une vie économique non monétaire.

Le troc représente 8 à 10 % des revenus dans la vallée du Niger ; il s'élève à 740 frs par an et par personne dans celle du Sénégal, en face d'un total de dépenses monétaires de 4.210 frs CFA.

La part auto-consommée est énorme :l'étude nutritionnelle jointe à l'étude des budgets permet de la chiffrer. La moitié, les trois quarts parfois des produits de la ferme sont consommés par le cultivateur et sa famille.

b) Du côté des dépenses, les budgets doivent permettre de comparer ce qui est fourni par la production locale et ce qui est importé. Ils doivent permettre de cerner de plus les conditions d'exploitation.

b) i) Il ne faut pas craindre détails et précisions. En effet, il est utile de distinguer les différentes denrées achetées, en particulier pour distinguer ce qui est l'objet de commerce interne et ce qui est importé. On constate souvent l'importance d marché intérieur, même dans des régions que l'on croit, à première vue, dépendantes du marché mondial. C'est ainsi que dans le Sud du Cameroun ou chez les Agnis de Côte d'Ivoire, le marché intérieur absorbe 58 et 62 % des dépenses. La distinction est particulièrement importante pour divers biens durables, outils, équipement : l'artisanat local peut fournir des marmites, des houes, des corbeilles susceptibles de concurrencer les émaillés ou la quincaillerie importée. L'artisanat traditionnel permet de satisfaire, à moindre prix, divers besoins.

b) ii) Parmi les dépenses, tout ce qui est équipement, outillage, main d'oeuvre, revêt une importance particulière : de là dépend, en effet, toute amélioration de la production. En même temps que les chiffres, il faut relever les usages en vigueur, les types de contrats (1) de fermage ou de métayage, les sociétés de travail mutuel et les associations de jeunes gens susceptibles de louer leurs services. On peut penser, en effet, qu'il sera plus facile de lancer des projets d'amélioration si l'on utilise des institutions déjà existantes : les esprits y seront déjà préparés.

c) L'épargne sera le troisième sujet de l'étude des budgets familiaux :

- quelles sont les sommes épargnées ?
- par quels procédés sont-elles amassées?
- comment peuvent-elles s'investir ?

---

(1) Il existe en effet presque partout des types de contrats dont la définition est bien connue de tous. Citons, par exemple, le contrat Dibimadibi, ou Dibia dibia le Sud-Togo : après que le preneur a défriché et planté un terrain, celui-ci est partagé : une partie revient au bailleur et l'autre au preneur. Au contraire le contrat "Haya" prévoit une location pour une période fixe. D'une façon générale tous les contrats sont verbaux. L'écrit n'intervient parfois que pour des ventes ou des locations importantes.

c) i) Plusieurs enquêtes ont montré qu'une épargne ou une thésaurisation était possible. Il s'agit de sommes modestes - quelques centaines de francs par personne - mais qui représentent un pourcentage appréciable des revenus (5 à 10 %).

c) ii) Parfois l'argent économisé est converti en bijoux, en or ou en bétail : il y a donc des possibilités théoriques d'investissements monétaires. Ou encore les procédés coutumièrement employés revèlent les formalités qui plaisent. Les choses ne sont jamais présentées sous un jour purement économique. Il y a toujours des manifestations de prestige , des relations personnelles, un relent de festivités, autour de toutes les tontines, de toutes les sociétés de secours mutuel. L'accent est mis sur la solidarité ou l'orgueil de la richesse et non pas sur le simple appât du gain.

c) iii) Avant de chercher à orienter les investissements, il faut d'ailleurs voir à quoi songe, naturellement, la population et ce qui est réalisé.

Parmi les dépenses que chacun envisage "s'il était riche", bien peu sont productives et parmi celles qui le sont une minorité témoigne d'un intérêt pour l'agriculture et l'élevage (2). Mais peut-on s'en étonner ? Quel investissement agricole préconiser dans un Pays où le travail régulièrement salarié n'est pas entré profondément dans les moeurs, où aucun outil mécanique n'est adapté aux modestes ressources et aux faibles surfaces exploitées.

La connaissance de thésaurisation et des moyens de la mobiliser, tel est le fruit que l'on peut escompter d'une étude économique sur les budgets. La connaissance des recettes documentera le planificateur sur les produits et les métiers intéressants,celle des dépenses lui montrera les besoins, et le moyen de les satisfaire.

2) Etude sociologique des budgets familiaux

Il ne suffit pas d'avoir des chiffres globaux, il faut voir comment se répartit la richesse, où sont les riches et les pauvres, quel est l'écart entre eux. En effet la tranquillité d'un groupe social

---

(2) Peut-on en effet considérer comme productif un troupeau dont les bêtes ne sont pas normalement commercialisées et qui est surtout un moyen de prestige.
Il y a bien en fait quelques investissements agricoles (achats de terre, défrichements par des salariés ..) ils sont infimes. Les 275 citadins guinéens interrogés en 1958 sur leurs espoirs ne songent même pas à ces broutilles et énumèrent des projets plus brillants (construire une maison en dur, acheter un camion et faire du transport, monter un commerce..)

quel qu'il soit suppose - à longue échéance au moins - une justice dans la répartition une certaine fluidité permettant aux meilleurs éléments d'atteindre le niveau le plus élevé.

Les précisions sur la répartition ne sont pas toujours données dans les documents actuellement disponibles, où l'on doit parfois se contenter de moyennes.

a) Une première disparité des conditions sociales apparaît : celle qui oppose, dans une même famille patriarcale, les jeunes hommes, chefs de ménage et le patriarche, responsable du groupe, gérant des biens communs.

Il faut savoir avant tout définir le rôle de chacun dans la production, les besoins qu'il doit satisfaire avec ses propres ressources et ceux auxquels subvient sa famille.

Il faut aussi connaître les règles de dévolution successorale pour savoir si la situation se détériorera par une concentration de richesses, si la communauté se maintient... Presque partout une poussée individualiste se dessine, et chacun veut être maître de son destin.

Alors l'inégalité financière peut être plus pesante pour les jeunes et les cadets de famille.

b) Une seconde disparité existe, plus grave encore, parce que liée à des facteurs héréditaires.

b) i) Selon l'ethnie, selon la caste, selon la noblesse, les revenus varient. Souvent, en effet, les techniques sont liées à des ethnies (dans toute l'Afrique de l'Ouest les Peuls sont éleveurs) et chaque peuple à ses outils propres, ses méthodes à part ... D'une façon générale, il semble que la noblesse ancienne soit bien déchue de ses prérogatives : en Guinée, comme au Sénégal ou au Soudan, les anciens seigneurs, les conquérants, sont aujourd'hui moins riches et moins bien nourris que leurs anciens captifs, tantôt parce qu'ils n'ont pas su trouver de revenus pour remplacer les antiques redevances féodales, tantôt parce que, de crainte de déroger, ils ont refusé d'adopter des métiers nouveaux et des idées modernes.

b) ii) La situation privilégiée des commerçants et des fonctionnaires est un autre élément notable. Leurs revenus sont parmi les plus élevés. En outre, ils semblent bien se replier sur eux-mêmes (hérédité de la profession, mariage, et amitiés nouées à l'intérieur du groupe ..)

Il serait intéressant de souligner, à propos des budgets, des éléments de la personnalité individuelle qui semblent en corrélation avec la situation économique : âge, niveau scolaire, religion, statut matrimonial, passé professionnel.... Si la corrélation positive est fréquente, ne peut-on risquer des hypothèses sur les relations de cause à effet ?

3) Attitudes psychologiques et budgets familiaux

Le cultivateur africain a une certaine conscience des problèmes économiques. Il se souvient parfaitement de l'évolution des prix, il essaiera s'il le peut de stocker en attendant des cours favorables .. Ses évaluations manquent peut-être de précision quant aux volumes et aux poids, surtout ses connaissances sur l'ensemble de l'organisation économique sont fort maigres, d'autre part habitué à des relations personnelles, il imagine mal des lois économiques abstraites avec tout ce qu'elles ont de contraignant. Pour lui, un prix n'est jamais fixé définitivement, on peut espérer une amélioration si l'achateur est bienveillant.... Cependant, ce ne sont pas des considérations aussi générales qu'il nous faut atteindre, mais des observations plus précises. En particulier, sur les besoins et leur hiérarchie, sur les moteurs de l'économie.

a) La comparaison des achats de mêmes familles, à plusieurs années d'intervalle (3) doit permettre de distinguer les besoins passagers et ceux qui sont permanents ; ceux qui sont compressibles et ceux qui ne le sont pas. On est amené ainsi à enregistrer une hiérarchie inattendue pour l'européen. Certaines dépenses s'élèvent à mesure que les revenus augmentent, tandis que pour d'autres la satiété est rapidement atteinte. Tout cela est précieux pour le planificateur qui peut espérer ainsi prévoir les besoins à satisfaire en fonction de l'évolution de la richesse. Au Cameroun, la satiété n'apparaît ni pour les vêtements ni pour le logement. Au contraire, elle est marquée pour alimentation et ustensiles. Habillement et équipements (ustensiles,biens durables) sont compressibles, ainsi que les postes, cadeaux, éclairage, boisson, transport. Au contraire, éducation, habitat, mobilier, literie et médicaments restent constants malgré la baisse des revenus ... Les motivations économiques sont encore mal connues.

b) En raison du climat et de l'auto-consommation la contrainte des besoins élémentaires est moins pressante. L'importance des satisfactions de prestige ou d'esthétique s'en trouve accrue. Il faut encore souligner le caractère déterminant des relations familiales ou amicales:pour un commerçant, la fondation d'une succursale est une façon de lancer un neveu ou un cousin autant qu'un investissement productif.

---

(3) Entreprise difficile. La famille évolue dans sa composition même si elle est relativement stable et susceptible d'être enquêtée plusieurs années de suite. La stabilité est meilleure en milieu rural qu'en ville. Cependant, au Cameroun en 1956, je n'ai pu interroger que 122 familles sur les 210 étudiées en 1954 dans les mêmes villages. Les autres étaient absentes ou trop profondément modifiées pour que leur situation de 1956 puisse se comparer avec celle de 1954. Les 122 familles retenues forment donc un groupe nouveau qui doit se comparer à ce qu'il était lui-même deux ans plus tôt et non à l'échantillon global de 1954.

c) En examinant les dépenses en fonction des recettes, on a parfois l'impression qu'à partir d'un certain niveau les choses évoluent et entraînent les hommes vers l'économie moderne. Au Nord Cameroun, en 1956, il semblait que le mode de vie se transformait à partir de 15 000 frs CFA de revenu familial annuel, avec accès aux consommations coûteuses.

*
* *

En conclusion, il apparaît qu'à travers les budgets des familles, économistes et planificateurs pourront recueillir une documentation intéressante. Les ressources méconnues leur apparaîtront dans toute leur importance, des possibilités de thésaurisation pourront être découvertes. Des précautions s'imposent : dans le choix de l'échantillon à étudier et dans la collecte des renseignements d'abord, mais il sera également nécessaire d'enquêter dans le domaine juridique et sociologique, pour évaluer la répartition des richesses et connaître les contrats en usage.

Ces comparaisons permettront, enfin, d'esquisser une psychologie des consommateurs et de prévoir l'évolution des besoins. En tenant compte des critères variés, économiques et culturels, il sera peut-être possible de déterminer les seuils au-delà desquels le comportement se transforme, voire même de faire des hypothèses sur les facteurs du progrès.

BIBLIOGRAPHIE

III°. Symposium International d'Economie Rurale Tropicale (Paris 1956) Les capitaux autochtones et leur mobilisation dans l'économie rurale 282 p. Ministère F.O.M. (1957)

Enquête, nutrition de vie Subdivision de BONGOUANOU 1955, pour Service Statistique de Côte d'Ivoire - Servant Crouzet - Paris (1958) 193 p.

J.L. BOUTILLIER : Bongouanou Côte d'Ivoire - Collection Homme d'Outre-Mer - Berger Levrault - Paris (1960).

Revenu procuré par la culture du coton - enquête Centre Oubangui 1959 Mission socio-économique Centre Oubangui - Servant Crouzet pour INSEE Coopération - Paris - 73 p. (1960).

BOUTILLIER, CANTRELLE, CAUSSE, LAURENT, N'DOYE : La moyenne Vallée du Sénégal - PUF pour INSEE Coopération - Paris - 365 p. (1962).

Enquête budgétaire dans le Delta Central Nigérien République du Mali Mission socio-économique - Ronéo 1961 - INSEE Coopération - 130 p.

J. BINET : Budget familiaux des planteurs de cacao au Cameroun - Collection Homme d'Outre-Mer n° 3 - 154 p. ORSTOM (1956).

J. BINET : Note d'information sur les budgets familiaux ruraux au Cameroun - comparaison entre les années 1954 et 1956 - 22 p. Ronéo - ORSTOM-Paris (1957).

J. BINET : Etude sur les budgets familiaux dans le Nord-Cameroun - 52 p. ronéo ORSTOM-Paris (1956).

M. NOWAK : Enquête préliminaire sur l'alimentation et les budgets familiaux dans le moyen KONKOURE - 34 p. Ronéo Marg - ORSTOM-Paris (1958).

J.F. VINCENT : La culture du cacao et son ralentissement social dans la région de Souanké - Ronéo - ORSTOM-IRSC Brazzaville (1961).

1455 F - Nov.1962 - 1,000